

Le serpent et le labyrinthe

par Louise-Marie de Busschère

Pourquoi l'Europe peine-t-elle à faire de sa puissance militaire un projet commun ? Derrière les débats institutionnels, depuis les années 1950, la construction européenne se heurte à une difficulté singulière : partager la souveraineté sans pouvoir pleinement partager les moyens de la défendre.

À propos de : Guillaume de Rougé, *La France et la défense européenne dans l'après-guerre froide. Le Fil d'Ariane, 1991-2001*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2025, 298 p., préface de Frédéric Bozo. En accès ouvert : <https://books.openedition.org/pur/303019>

« Comment construire l'Europe politique sans construire l'Europe de la défense ? Mais comment construire l'Europe de la défense sans avoir construit l'Europe politique ? Le serpent se mord la queue [...] »¹ : c'est ainsi qu'en 1988, quelques mois avant la chute du Mur, François Mitterrand posait déjà les termes du problème que l'ouvrage de Guillaume de Rougé parcourt sur trente ans. Jean Monnet, l'un des artisans de la construction européenne dans les années 1950, en avait posé la méthode : bâtir l'Europe par l'accumulation de « solidarités de fait » à travers des coopérations concrètes et sectorielles, plutôt qu'un grand dessein politique tranché d'emblée. Mais à la différence du charbon ou de l'acier, premières industries investies et intégrées dans une coopération supranationale européenne (Communauté européenne du charbon et de l'acier, ou CECA, à partir de 1951), la défense n'est pas qu'un moyen de cette intégration : elle en est aussi la fin, l'aboutissement même de

¹ Allocution de François Mitterrand à l'IHEDN le 11 octobre 1988 ; citée par l'auteur p. 47.

toute souveraineté partagée entre États. D'où un cercle qui, au lieu de se refermer vertueusement comme l'escomptait Monnet, tourne trop souvent à vide, tel le serpent de Mitterrand.

C'est de ce paradoxe que part l'ouvrage de Guillaume de Rougé qui retrace la genèse, entre 1989 et 2001, d'une politique française de défense européenne prise entre l'ambition d'autonomie et la dépendance atlantique – une dialectique que la guerre en Ukraine remet aujourd'hui en pleine lumière. Son sous-titre, *Le Fil d'Ariane*, emprunté à Hubert Védrine à propos des tractations de Maastricht², annonce le programme du livre : comprendre comment la France, principale promotrice historique d'une défense européenne depuis les années 1950, a continué d'en dérouler le fil après la chute du bloc soviétique, sans jamais, pour autant, réussir à sortir du labyrinthe.

Un régulateur plutôt qu'un dogme

Du slogan gaullien de l'« Europe européenne » à l'« autonomie stratégique » ou à la « souveraineté européenne » d'Emmanuel Macron, Guillaume de Rougé montre que ces formules recyclent, plus qu'elles n'inventent, un débat entamé dès de Gaulle et relancé par Mitterrand à la sortie de la guerre froide. Le livre ne prétend pas que la guerre d'Ukraine confirme *a posteriori* les intuitions françaises – l'auteur se garde bien de cet exercice d'histoire contrefactuelle –, mais il aide à comprendre pourquoi ce débat, réputé franco-français, ne parvient toujours pas à s'universaliser en Europe.

Là où la littérature existante tend à réduire la politique française à un « dogme gaulliste » oscillant entre idéalisme aveugle et cynisme calculateur, Guillaume de Rougé y voit plutôt un *régulateur* (p. 54) : un principe qui compense, selon les moments, l'excès d'indépendance nationale (tel le risque de s'isoler diplomatiquement, comme lors du retrait français du commandement militaire de l'OTAN en 1966), ou à l'inverse la dilution dans une dynamique atlantiste.

La démarche se veut pluridisciplinaire : l'auteur croise l'enquête d'archives propre à l'historien avec des outils venus de la science politique (théorie des relations internationales, analyse des politiques publiques), quitte à emprunter aux politistes

² Hubert Védrine, à propos des négociations ultimes de Maastricht, fin 1991 : « cela fait alors dix ans et demi [depuis mai 1981] que nous cherchons le fil d'Ariane de la défense européenne », in *Les Mondes de François Mitterrand. À l'Élysée, 1981-1995*, Paris, Fayard, 1996, p. 475.

leurs entretiens et leurs analyses de sources secondaires. Cette diversité d'approches, revendiquée dès l'introduction, permet de restituer l'action des décideurs sans jamais perdre de vue l'entremêlement constant des échelles nationale, européenne et atlantique, érigé en grille de lecture pour l'ensemble de l'enquête.

Du projet au programme : une décennie en trois temps

Après une riche introduction revenant sur les fondements du projet d'une défense européenne, la première séquence (1989-1992) s'ouvre sur les lendemains immédiats de la chute du Mur. Cherchant à ancrer une Allemagne réunifiée au sein des institutions occidentales, la France échoue à convaincre ses partenaires de doter l'Europe d'une force militaire autonome : le projet de FARE (Force d'action rapide européenne) s'enlise, tandis que la Confédération paneuropéenne imaginée par Mitterrand pour associer l'URSS finissante à la construction du continent meurt à Prague en 1991. La première guerre du Golfe révèle au passage le fossé technologique qui sépare déjà les armées française et américaine, notamment en matière de renseignement. C'est finalement par un repli franco-allemand, la création d'un petit Corps européen commun aux deux armées, que Paris sauve l'essentiel, avant que le traité de Maastricht se limite à mentionner l'objectif lointain d'une « défense commune ».

La deuxième séquence (1993-1997) est celle de l'épreuve de la guerre en Bosnie, issue de l'éclatement violent de la Yougoslavie, où de Rougé forge son concept le plus opérant, dans ce qu'il appelle la « dialectique bosniaque » (p. 148) : les Européens ne peuvent rien sans les Américains, mais ne contrôlent plus rien une fois ceux-ci engagés, comme le montrent les bombardements de l'OTAN qui mettent fin au conflit en 1995. Cette dialectique pousse Paris vers un rapprochement pragmatique avec l'Alliance, dans l'espoir d'y construire de l'intérieur une « Identité européenne de sécurité et de défense » (IESD), jusqu'à une tentative avortée, en 1996-1997, de réintégrer complètement son commandement militaire. L'épisode, que de Rougé qualifie d'« erreur de jugement » (p. 184), met au jour un paradoxe presque insoluble : comment négocier un retour dans une organisation dont on continue, dans le même mouvement, à professer la disparition à terme ? Un paradoxe dont l'auteur tire une conséquence inattendue : sans cet échec, le sommet franco-britannique de Saint-Malo n'aurait sans doute jamais eu lieu l'année suivante.

La troisième séquence (1998-2001) s'ouvre précisément sur ce sommet de décembre 1998, où Paris et Londres s'accordent pour la première fois sur le principe d'une défense militaire propre à l'Union européenne. La guerre du Kosovo, qui expose au grand jour l'incapacité des Européens à agir seuls, en précipite la traduction institutionnelle : naissance de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Un épilogue prolonge le récit : réintégration complète de la France dans l'OTAN en 2009, portée limitée du traité de Lisbonne en matière de défense, interventions libyenne (2011) et syrienne (2013), puis guerre d'Ukraine, qui rejoue presque terme à terme les dilemmes des années 1990.

L'apport principal de l'ouvrage tient à cette capacité de faire tenir ensemble trente ans d'histoire sans céder à la facilité d'un récit linéaire du seul triomphe ou du seul échec. Là où la littérature a le plus souvent traité la défense européenne par grands moments isolés, Guillaume de Rougé donne à voir la mécanique qui les relie : une politique conçue moins comme une suite d'initiatives ponctuelles que comme un mécanisme correcteur permanent, réactivé à chaque occasion par une communauté décisionnelle qui n'y a jamais renoncé, quels que soient les gouvernements successifs.

Un désaccord qu'on contourne sans jamais le trancher

Le livre revient sans relâche sur un même bras de fer (p. 18) entre les tenants d'une défense réellement autonome et ceux pour qui la garantie américaine reste le seul gage crédible de sécurité. Ce désaccord ne se résout jamais, il se contourne par des dispositifs techniques récurrents : la « double casquette », qui permet à des représentants ou des officiers de servir indifféremment l'Europe et l'OTAN, ou l'exigence américaine que les Européens dépensent davantage pour leur propre défense (le « partage du fardeau »). La défense européenne y demeure un horizon d'attente plus qu'un fait accompli : chaque avancée institutionnelle, de l'IESD embryonnaire des années 1990 à la « Boussole stratégique » que l'UE s'est donnée en 2022, se heurte aux mêmes obstacles : le différentiel capacitaire avec les États-Unis, la réticence britannique à choisir entre Washington et Bruxelles, la préférence allemande pour l'atlantisme, et le refus généralisé d'investir tant que la garantie américaine demeure disponible, fût-ce à crédit.

Il invite ainsi à se méfier des lectures trop lisses qui verraient dans le retour de la guerre en Europe la preuve rétrospective d'une clairvoyance française : il montre

une politique intelligente dans ses diagnostics et récuramment maladroite dans son tempo – l'épisode du commandement Sud en reste l'exemple le plus net – et dont l'occasionalisme diplomatique, cette propension à saisir, voire à provoquer, toute occasion favorable sans toujours en mesurer les risques, confine parfois à l'aveuglement.

Deux réserves méritent d'être formulées. La première touche au corpus documentaire : le livre s'appuie presque exclusivement sur des archives et des entretiens français. Les archives des partenaires européens, les débats parlementaires, les acteurs industriels ou l'opinion publique n'y occupent qu'une place secondaire, au risque de reconduire, en la nuanciant, la lecture que l'appareil décisionnel français se fait de sa propre cohérence, plutôt que de la confronter à des points de vue extérieurs. La seconde est plus méthodologique : un mécanisme capable de compenser aussi bien l'excès d'indépendance que le suivisme atlantique finit par pouvoir expliquer presque toutes les inflexions de la politique française, ce qui le rend difficile à mettre en défaut. Ces réserves n'invalident pas pour autant l'essentiel : une histoire, enfin fondée sur archives, de trente ans de politique européenne et militaire jusqu'ici davantage éclairés par le commentaire politiste ou les mémoires des acteurs que par le travail d'archives.

Aux spécialistes des relations internationales et de l'histoire militaire, mais aussi à quiconque cherche à comprendre pourquoi l'Europe, de sommet en sommet, continue de rouler son rocher sans jamais tout à fait perdre le fil, *La France et la défense européenne dans l'après-guerre froide* offre une lecture exigeante mais nécessaire.

Publié dans lavedesidees.fr, le 29 octobre 2026.